



Le 17 juillet 2015

**Réponse du Groupe CANAL+ à la consultation publique sur le projet de décision de l'ARCEP relative au marché de gros des services de diffusion hertzienne terrestre de programmes télévisuels**

Le Groupe CANAL+ remercie l'ARCEP de la consultation ouverte sur le projet de décision de la régulation du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre.

Le Groupe CANAL+ est globalement satisfait de l'approche proposée par l'ARCEP qui consiste à maintenir, pour un nouveau cycle de trois ans (2015-2018), une régulation du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre, afin de tendre vers une concurrence renforcée sur ce marché.

**La poursuite de cette régulation nous semble en effet justifiée** à la fois par les caractéristiques structurelles de ce marché et par un élément conjoncturel qui va impacter fortement ce marché.

D'un point de vue structurel, il apparaît, après plusieurs années de régulation et malgré les efforts des opérateurs alternatifs, que des barrières, notamment administratives, incontournables existent à la réplique d'un grand nombre de sites de TDF. De ce fait, le nombre de sites répliqués n'est pas suffisant pour permettre au marché de se réguler seul et l'accès à ces sites demeure donc une barrière élevée et non transitoire justifiant le maintien d'une régulation.

Le droit de la concurrence seul ne peut suffire à remédier aux défaillances du marché au moins à l'horizon 2018. A cet égard, la récente condamnation de TDF par une décision n°15-D-10 du 11 juin 2015 de l'Autorité de la concurrence, qui est intervenue suite à une plainte de Towercast datant de 2007, est symptomatique de l'inadéquation entre le temps du droit de la concurrence et le temps des affaires.

D'un point de vue conjoncturel, le passage de 8 à 6 multiplex, annoncé dans le courant de l'année 2016 et résultant du passage au tout MPEG4 lui-même lié à la libération de la bande 700 au profit des opérateurs de communications électroniques, aura un impact très significatif sur le marché dont le volume va baisser d'environ 25%.

Ainsi, la situation économique des opérateurs alternatifs va être fragilisée. Dans ce contexte de réduction du nombre de multiplexes, la réplication des sites du réseau principal de TDF non répliqués à ce jour deviendra de plus en plus difficile et d'une manière plus générale la régulation du marché sera d'autant plus justifiée.

**Concernant les mesures de régulation proposées par l'ARCEP**, le Groupe CANAL+ souhaite concentrer ses remarques sur trois points.

Sur les obligations tarifaires et de transparence, il nous semble que les mesures proposées pourraient être rendues plus efficaces si elles s'appliquaient avec une granularité plus fine. En effet, le principe d'une péréquation des coûts par catégories de sites va ainsi à l'encontre du principe de transparence et confère in fine à TDF un avantage concurrentiel inéquitable vis-à-vis des opérateurs alternatifs. Groupe Canal+ persiste ainsi à penser qu'une tarification site à site pour les sites non replicables serait plus favorable au développement de la concurrence.

Sur la liste des sites réputés non-réplicables, son maintien demeure évidemment essentiel mais au-delà il nous semble, comme évoqué précédemment, que l'ARCEP dispose aujourd'hui d'un retour d'expérience suffisamment long pour faire évoluer de manière significative cette liste et les critères qui président à son établissement. En effet, compte tenu des barrières incontournables qui vont persister à la réplication d'un grand nombre de sites, il serait tout à fait justifié que TDF soit amené à pratiquer des tarifs orientés vers les coûts pour un nombre beaucoup plus important de sites. Cette position est d'autant plus justifiée dans un contexte de réduction du nombre de multiplex qui va rendre l'économie de la réplication des sites historiques encore plus difficile.

Enfin et surtout, le Groupe Canal+ souhaite attirer l'attention de l'ARCEP sur la nécessité de maintenir l'obligation faite à TDF de proposer une offre d'hébergement

TNT permettant l'installation de nouveaux systèmes antennaires alternatifs sur ses pylônes (offre « hébergement TNT »).

Cette offre permet aux opérateurs alternatifs de proposer aux opérateurs de multiplexes une offre concurrentielle. Ainsi, même si, comme le note l'ARCEP, la solution d'hébergement antenne ne s'avère pas systématiquement être une étape intermédiaire avant la réplique de site, Groupe Canal+ considère qu'elle doit permettre aux diffuseurs alternatifs de réduire leur dépendance vis-à-vis de l'opérateur historique.

Le multiplexe R2 a pu tirer un réel bénéfice de cette solution économiquement et techniquement efficace pour les opérateurs alternatifs.

D'ailleurs, il convient de noter à cet égard qu'au moins un opérateur alternatif a largement basé son offre et donc son développement sur l'offre d'« hébergement-TNT ». Ne plus contraindre TDF à proposer cet hébergement antenne ferait peser un risque important sur la viabilité économique de cet acteur et donc plus globalement sur le développement de la concurrence.

Enfin, Groupe Canal+ souhaite attirer l'attention de l'ARCEP sur une restriction figurant dans les offres de référence de TDF relative à la période de validité de ces offres. En précisant, dans les offres de référence 2015, que ces offres ne sont applicables que si « la mise à disposition du service intervient au plus tard le 31 décembre 2016 », TDF prive les multiplex de la possibilité d'allouer leurs appels d'offres selon leurs besoins en intégrant, le cas échéant, des sites dont les contrats arrivent à échéance après cette date. Cette disposition constitue, selon Groupe Canal+, une limitation abusive de la liberté contractuelle et commerciale des multiplex.